



Pour l'emploi et les salaires, la seule « relance » qui compte, c'est celle de nos mobilisations !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 17 SEPTEMBRE 2020

Depuis début septembre on nous entretient dans une inquiétude permanente quant aux risques dus à la circulation du virus. Le pouvoir, incapable d'assurer notre protection sanitaire espère-t-il par là faire oublier les menaces sur l'emploi qui pèsent sur des centaines de milliers d'entre nous ?

Qu'importent les inquiétudes sociales, le premier ministre a répété vendredi dernier que « *la stratégie ne varie pas* ». Une stratégie de gestion de la crise sanitaire dont pour notre part nous n'oublions pas le fiasco, à commencer par la question des masques, hier « inutiles », aujourd'hui « obligatoires » sous peine de sévères sanctions.

Au secours des capitalistes Ils jouent avec nos vies

Pour Castex et ses amis, il faut éviter « *de devoir mettre entre parenthèse notre vie sociale, culturelle, économique, l'éducation de nos enfants et notre capacité à vivre normalement* ». Derrière la formule, une seule obsession : assurer la continuité de la « vie économique » pour assurer les profits de quelques-uns. L'important reste que les enfants soient à l'école et les parents au boulot ! Sans stratégie de lutte efficace contre la pandémie. Pour eux nos vies passent après les profits des capitalistes qu'ils servent

Refusons qu'ils nous fassent payer à nous la remise en route de « leur » système

Alors que le fameux plan dit « France relance » de son gouvernement a pour principal but d'offrir des dizaines de milliards d'euros aux entreprises, c'est-à-dire au patronat et aux actionnaires, les plans de licenciements et les suppressions d'emploi s'accumulent... Renault, Nokia, General Electric, l'ensemble de la sous-traitance dans l'automobile ou l'aéronautique, avec pour

couronner le tout Auchan, où la richissime famille Mulliez veut se débarrasser de 1400 salariéEs !

Des mesures d'urgence pour notre camp social, il faudra les arracher

Encore plus par temps de Covid , pour donner aux enfants et aux jeunes des conditions correctes de scolarité, il faudrait diminuer massivement les effectifs de classes et créer les dizaines de milliers de postes nécessaires. Même chose dans la santé et les EHPAD, où sans surprise, le « Ségur » n'a débouché sur aucun recrutement significatif.

Aux petits soins des riches et des capitalistes, ce gouvernement essaie de faire diversion en reprenant le thème favori de la droite et de l'extrême droite sur l'insécurité au sens policier du terme.. Il essaie de monter les uns contre les autres les victimes de sa propre politique : avec pour cible principale les immigrés et les habitants des quartiers populaires. Comme si la principale préoccupation de millions de gens n'était pas l'insécurité « sociale » au sens de l'emploi, des revenus, du logement ... posée à nouveau dans la rue par le mouvement des gilets jaunes samedi dernier.

Contre ce gouvernement des riches au service du capital, c'est la protection du monde du travail et la lutte contre l'injustice sociale qu'il nous faut imposer. Des mesures d'urgence sanitaires, à commencer par la distribution de masques gratuits, des embauches dans les services publics, la diminution du temps de travail sans diminution de salaire jusqu'à résorption complète du chômage, l'interdiction de tous les licenciements, l'embauche des précaires, une augmentation d'au moins 300€ des salaires, des pensions et allocations. Soyons nombreuses et nombreux à porter ces exigences dans les grèves et les manifestations du 17 septembre

Smart :
Daimler-Mercedes-Benz brade le site

Inaugurée en fanfare par Chirac en 1997, cette usine devait être le symbole de la redynamisation industrielle de la région. Mille salarié.es de Mercedes et 600 dans la sous-traitance y travaillent. Mais la mécanique se grippe. Depuis quatre ans, sous le chantage à l'emploi, les salarié.es ont dû accepter de signer des avenants à leur contrat de travail et de travailler 39h payées 37. Des sacrifices pour rien. Début 2020 Daimler annonçait la fin de la production en France de la Smart. Un repreneur est sur les rangs : Ineos Alternative. Mais seuls 5 à 700 emplois seraient conservés pour la production d'un énorme 4x4. Les salarié.es sont sous le choc. La question de l'emploi concerne toute l'industrie automobile et au-delà. Pour sauver l'emploi, pas de solution usine par usine, chacun dans son coin. Qu'attendent les directions syndicales pour offrir une perspective de mobilisation nationale sur la question ?

« On marche vers l'Élysée »
Marche Nationale des Solidarités

Pendant le confinement, des dizaines de milliers de gens ont perdu leur boulot : soit leur contrat n'a pas été renouvelé, soit leur entreprise a coulé ou arrêté toute activité. Parmi eux, beaucoup n'ont pas bénéficié du chômage partiel. D'où l'impossibilité de payer loyer et charges. En l'absence de cantine pour les enfants, l'essentiel des dépenses a été pour l'alimentation.

Cette situation a particulièrement touché les jeunes en situation précaire et les personnes sans titre de séjour ne pouvant plus travailler au noir. Au même moment les grandes associations humanitaires cessaient momentanément leurs distributions alimentaires.

Partout en France, des réseaux de solidarité de proximité ont permis d'éviter une catastrophe humanitaire. C'est de ce mouvement de solidarité qu'est née l'idée d'une mobilisation aux côtés des collectifs de lutte des sans-papiers, pour la fermeture des Centres de Rétention, la régularisation de toutes les personnes sans-papiers, et le droit au logement pour tous et toutes.

A partir de plusieurs régions, des marches de solidarité vont converger vers Paris pour une grande manifestation nationale le 17 octobre. Parce que chaque être humain a droit à la dignité, quelle que soit son origine, le NPA soutient ce mouvement et appelle ceux et celles qui le peuvent à y participer.

Lubrizol, un an après
Le 26 septembre Manifestation à Rouen

Un an après, rien n'a changé au sein des sites industriels, de la chimie, du pétrole ou du nucléaire. A défaut d'un renforcement massif des contrôles, d'un durcissement de la réglementation, de l'annonce de la fin de la complaisance avec les industriels qui mettent nos vies en danger, ceux-ci ont continué à mener les mêmes politiques mortifères basées sur la recherche du profit maximum. C'est la même logique qui régit les décisions gouvernementales face à la Covid-19: donner encore des milliards aux patrons sous couvert «de relance économique», mais ne rien déboursier pour les services publics et sociaux. Et qu'on ne vienne pas nous parler du tournant soi-disant « écolo » de la politique de Macron !

Le 26 septembre, un an après l'incendie de l'usine Lubrizol, soyons toutes et tous dans les rues de Rouen. Départ de la manifestation à 13h30 devant Lubrizol

pour continuer à exiger la transparence complète de la part de l'Etat, de Lubrizol et de Normandie Logistique mais aussi l'application du principe «pollueurs-payeurs» !

Refusons de payer la relance de « leur » système
Pour des solutions anticapitalistes à la crise

REUNION PUBLIQUE NPA

Le Jeudi 15 octobre à 20h
MJC Rive Gauche à Rouen St Sever

Contact

correspondance@npa76.org

<https://www.facebook.com/npa.rouen.agglo/>